



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
37 boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 05/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CUMA DE LUGNY**

Mairie de Lugny  
Site d'exploitation - chemin de la roue  
71260 Lugny

Références : TP//NM/2025/M\_42  
Code AIOT : 0005402688

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2024 dans l'établissement CUMA DE LUGNY implanté 192 CHE DE LA ROUE 71260 Lugny. L'inspection a été annoncée le 29/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CUMA DE LUGNY
- 192 CHE DE LA ROUE 71260 Lugny
- Code AIOT : 0005402688
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Coopérative d'utilisation du matériel agricole (CUMA) de Lugny exploite une station d'épuration collective d'eaux résiduaires.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Rejets Eaux Résiduaires	AP Complémentaire du 30/05/2018, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
7	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 23/07/2010, article 4.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
11	Etiquetage des substances et préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 23/07/2010, article 7.4.2	Demande d'action corrective	1 mois
12	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 23/07/2010, article 7.4.3	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nomenclature ICPE	AP Complémentaire du 30/05/2018, article 1	Sans objet
3	Autosurveillance des eaux résiduaires	AP Complémentaire du 30/05/2018, article 3	Sans objet
4	Autres substances dangereuses - masses d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32.4	Sans objet
5	Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 23/07/2010, article 4.1.1	Sans objet
6	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/07/2010, article 4.2.2	Sans objet
8	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 23/07/2010, article 4.3.4	Sans objet
9	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 23/07/2010, article 4.3.6.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Entreposage interne des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/07/2010, article 5.1.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de sa visite, l'inspection a relevé 4 non-conformités portant sur :

- les rejets aqueux ;
- l'entretien et la surveillance des réseaux ;
- l'étiquetage des substances et mélanges dangereux ;
- les rétentions.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nomenclature ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/05/2018, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique 2750 – Régime d'Autorisation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Station d'épuration collective d'eaux résiduelles industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation - Capacité autorisée 7000 m<sup>3</sup> - 247 500 kg DCO/an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est équipée de plusieurs débitmètres permettant un suivi fin des apports extérieurs allant dans la STEP.</p> <p>Pour procéder au nettoyage du matériel agricole et viticole des membres de la CUMA, l'installation est dotée de cinq pistes de lavages équipées de débitmètres pour connaître les quantités d'eau consommées et rejetées. Chacune des pistes de lavage est raccordée au réseau de collecte des effluents aqueux lui-même relié à la station de traitement relevant de la rubrique 2750 de la nomenclature des ICPE.</p> <p>Par défaut, les vannes sont fermées et dirigent les eaux vers le réseau dit « Phytosanitaire » (eaux de lavage des cuves et matériels ayant servi au traitement des vignes). Cette sécurité permet de transférer par défaut ces effluents vers le procédé de traitement adapté.</p> <p>L'adhérent de la CUMA, lorsqu'il stationne son véhicule sur l'une des pistes, s'identifie sur une centrale numérique. Lors de son identification, il sélectionne le type d'effluent résiduel à nettoyer, ce qui a pour effet de solliciter le réseau dans lequel les eaux de lavage vont être récoltées (activité type viticole en lien avec le lavage des citernes en phase post-vendanges notamment ou activité type phytosanitaire en période d'entretien et de traitement de la vigne par exemple).</p>

Selon leur nature, les flux sont alors orientés vers le circuit dit « Viti » ou « Phyto » pour ensuite être traités en conséquence par la STEP.

Les effluents viticoles et phytosanitaires sont orientés dans deux circuits distincts qui sont eux aussi équipés de débitmètres permettant de contrôler les quantités envoyées en traitement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande de complément : L'exploitant transmettra à l'inspection sa méthodologie de suivi et de mesure de la DCO annuelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Rejets Eaux Résiduaires**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 30/05/2018, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets eaux résiduaires

**Prescription contrôlée :**

Valeurs limites d'émission d'eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel - Limites en concentration et flux

Débit de référence	Maximal 31 m <sup>3</sup> /j		
Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale sur une période de 2 heures mg/l	Flux maximal journalier g/j
DCO	1314	300	9000
DBO5	1313	100	3000
MES	1305	100	3000
Azote	1551	30	900
Phosphore total	1350	10	300
Cuivre	1392	0,15	15

Zinc	1383	0,8	60
Hydrocarbures	7009	5	150
S u b s t a n c e s d a n g e r e u s e s	-	Selon les valeurs limites définies à l'article 32.4 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998	

#### Constats :

Le site a fait l'objet d'un contrôle inopiné de ses rejets aqueux en août 2024. Un dépassement du pH a été détecté. La valeur mesurée lors du contrôle est de 8,8. Celle-ci est légèrement supérieure à la valeur limite réglementaire fixée à 8,5. Le rapport d'analyse de l'autosurveillance de septembre 2024 renseigne un pH égal à 6,6. Tenant compte de ces comparaisons, l'hypothèse d'un dépassement ponctuel n'est pas écartée.

S'agissant des autres paramètres suivis et en particulier la DCO, la DBO5 et les matières en suspension (MES), des dépassements non négligeables ont été mesurés à l'occasion de l'autosurveillance périodique (rapport édité le 5/10/24 - laboratoire Carso - échantillon LSE2409-65491-1). La concentration des paramètres physico-chimiques susmentionnés dépend principalement de l'activité viticole et phytosanitaire. Ainsi, des variations notables peuvent être observées. En revanche, il n'est pas précisé si les mesures de concentration sont menées sur une période de deux heures telle qu'imposée ou s'il s'agit de mesures instantanées. Par ailleurs, aucune mesure de flux journalier ne semble être opérée. L'exploitant pallie l'absence de certaines analyses par des valeurs nulles ou arbitraires dans l'outil dédié GIDAF.

L'inspection relève une non-conformité en constatant d'une part des dépassements pour certains paramètres par rapport à leur valeur limite autorisée sans les justifier et d'autre part l'absence de mesures de flux. Enfin, il n'est pas précisé les conditions opérationnelles des mesures en concentration (sur deux heures ou instantanée).

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant recherchera les causes des dépassements par rapport aux valeurs limites réglementaires et en tirera des actions correctives à mettre en œuvre, le cas échéant. Par ailleurs, il s'assurera que les conditions d'analyse (concentration maximale sur une période de 2 heures et analyse en flux sur 24 heures) des paramètres physico-chimiques sont réalisées conformément aux prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral du 30 mai 2018 susvisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 30/05/2018, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance des eaux résiduaires

**Prescription contrôlée :**

Périodicités des mesures de surveillance en fonction des paramètres (autosurveillance assurée par l'exploitant) :

DCO DBO5 MES	Une analyse par mois en période de rejet
pH Température Azote Phosphore Cuivre Zinc Hydrocarbures	Une analyse par an dès la reprise des rejets après les 30 jours de stockage qui ont suivi le déversement des effluents issus du traitement des produits phytosanitaires dans la lagune
Substances dangereuses définies à l'article 32.4 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998	Une analyse par an des substances retenues à l'issue de l'étude comparative entre, d'une part, la liste des substances listées à l'article 32.4 de l'arrêté du 2 février 1998 et la liste des substances retrouvées dans le milieu récepteur (La Bourbonne) et, d'autre part, la liste des molécules utilisées par ses adhérents.

**Constats :**

L'exploitant fait réaliser son autosurveillance des rejets aqueux par un laboratoire accrédité selon les fréquences fixées par l'arrêté préfectoral susvisé.

L'exploitant indique avoir pris l'habitude de saisir tous les 2 à 3 mois les analyses dans l'outil GIDAF. Les analyses en période de rejet devant être mensuelles pour les paramètres DCO, DBO5 et MES, l'inspection demande à ce que les résultats des analyses soient saisis au fur et à mesure dans GIDAF, accompagnés d'une note interprétative en cas de dépassement et d'un descriptif des actions correctives mises en œuvre pour y remédier.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

En application de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral susvisé, il est demandé à l'exploitant de veiller à ce que GIDAF soit renseigné avant la fin du mois suivant les analyses du mois précédent. Il mettra à jour en conséquence le document demandé à l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation et transmettra celui-là à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autres substances dangereuses - masses d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32.4

Thème(s) : Risques chroniques, Autres substances dangereuses - masses d'eau

Prescription contrôlée :

4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau; Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

Substances de l'état chimique				
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	75-09-2	1168	50 µg/l	si le rejet dépasse 2g/j
Nonylphénols *	84-852-15-3	1958	25 µg/l	-
A u t r e s substances de l'état chimique				
D i ( 2 - éthylhexyl)phtalate (DEHP)*	117-81-7	6616	25 µg/l	-
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)	45298-90-6	6561	25 µg/l	-
Quinoxylène*	124495-18-7	2028	25 µg/l	-
Cyperméthrine	52315-07-8	1140	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j



P o l l u a n t s spécifiques de l ' é t a t é c o l o g i q u e				
AMPA	77521-29-0	1907	450µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Glyphosate	1071-83-6	1506	28µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
X y l è n e s (Somme o,m,p)	1330-20-7	1780	50 µg/l	si le rejet dépasse 2g/j

#### Constats :

Les résultats du contrôle inopiné effectué en août 2024 sont conformes aux valeurs limites d'émission.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/2010, article 4.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

#### Prescription contrôlée :

Réseau d'alimentation en eau potable. Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion où tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique. Cet équipement fait l'objet d'un contrat de maintenance annuel.

#### Constats :

L'exploitant précise que l'installation n'est pas équipée de disconnecteur car les différents réseaux sont bien séparés et les eaux de procédé ne peuvent pas entrer en contact avec le réseau d'eau potable.

L'exploitant a présenté le plan détaillé des réseaux de l'installation.

Chaque réseau est équipé d'un débitmètre étiqueté V (viticole) ou P (phytosanitaire) en fonction du type de fluide présent dans le réseau.

(cf. plans des réseaux et photos débitmètres étiquetés).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Plan des réseaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/2010, article 4.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan des réseaux

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

**Constats :**

Le plan des réseaux, mis à jour en 2012, est affiché dans les locaux de la CUMA avec les éléments requis.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Entretien et surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/2010, article 4.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien et surveillance

**Prescription contrôlée :**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

**Constats :**

L'exploitant indique effectuer régulièrement des contrôles visuels afin de s'assurer de l'absence de fuite. Les rapports hebdomadaires permettent de retracer une éventuelle fuite (comme en atteste l'extraction de la page de la semaine du 31/07/2023 au 06/08/2023 où une fuite sur la piste 4 a été détectée).

De plus, des contrôles des points de refoulement sont réalisés une fois par an au moment de la

<p>maintenance (mise sous pression pour s'assurer de la bonne étanchéité du système dans son intégralité).</p> <p>Néanmoins l'inspection relève une non conformité en constatant l'absence d'un plan de maintenance préventive et d'un plan d'action associés suite aux éventuels dysfonctionnements repérés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra fournir un plan de maintenance détaillé de ses équipements, les mesures correctives mises en place suite aux dysfonctionnements repérés, et les modalités mises en œuvre pour pallier à d'autres dysfonctionnements à l'avenir.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 8 : Entretien et conduite des installations de traitement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2010, article 4.3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un registre est tenu à jour au niveau de la salle de contrôle. A fréquence hebdomadaire sont notamment reportées les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- météo,</li> <li>- tâches hebdomadaires et mensuelles,</li> <li>- analyses et volumes associés,</li> <li>- suivi énergétique,</li> <li>- la personne en charge du suivi.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Aménagement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2010, article 4.3.6.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ....). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le point de prélèvement des échantillons d'effluents aqueux est accessible au niveau de la salle de contrôle.</p> <p>La tenue de cette salle et des équipements disponibles n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Entreposage interne des déchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2010, article 5.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage interne des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La quantité de déchets entreposée sur le site ne doit pas dépasser : 20 m<sup>3</sup> pour les déchets industriels banals, 14 t pour les marcs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué qu'en période de forte activité, les marcs sont retirés quotidiennement, soit environ 5 à 6 tonnes par jour.</p> <p>S'agissant des boues et des roseaux issus du nettoyage de la roselière, ceux-ci sont faucardés puis évacués généralement tous les 4 ans. En vue de les valoriser, ces déchets entrent en unité de compostage après une analyse de leur composition. La dernière opération de faucardage réalisée sur le site date du 2 mars 2021. Les bordereaux de suivi de déchet ont été présentés à l'inspection. Le jour de sa visite, l'inspection n'a pas constaté de dépassement des valeurs limites imposées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Concernant les marcs, l'inspection demande néanmoins à ce que l'exploitant puisse justifier que la limite de 14 tonnes imposée n'est jamais franchie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Etiquetage des substances et préparations dangereuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2010, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etiquetage des substances et préparations dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.
<b>Constats :</b>  Par sondage, l'inspection a vérifié les étiquetages des fûts et autres réservoirs entreposés dans l'un des trois bungalows d'entreposage.  En effet, chaque adhérent de la CUMA dispose d'un espace fermé à clé pour y entreposer ses produits sur des rayonnages attitrés (étiquettes au nom de chaque exploitation agricole membre de la CUMA de Lugny).  Le rangement des produits, même s'il est approximatif, permet de visualiser leur bon étiquetage conformément à la réglementation en vigueur. Par sondage, tous étaient dans leur contenant d'origine et présentaient les mentions de danger associées.  L'inspection note toutefois deux actions correctives nécessaires pour rectifier les constats indésirables suivants :  <ol style="list-style-type: none"><li>1. L'étiquetage de certains bungalows est arraché au niveau des portes, ne permettant pas d'indiquer clairement le type de produit stocké à l'intérieur et les risques associés en cas d'intervention des services d'incendie et de secours par exemple ;</li><li>2. La cuve de GNR (gazole non routier) à l'entrée du site n'est pas non plus identifiée en tant que telle (excepté le seul panneau d'interdiction de fumer). Rien n'indique aux services d'incendie et de secours le contenu de cette cuve et les dangers intrinsèques.</li></ol>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifiera de la réalisation des actions correctives attendues ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 : Rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2010, article 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à:</li> <li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rétentions disponibles au niveau du sol des bungalows (grilles) sont globalement remplies de terres et de cailloux (« effet paillason » à l'entrée du bungalow). Cet état ne permet pas de garantir une capacité de rétention suffisante. L'inspection relève une non-conformité sur ce point.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procédera à l'entretien de ses rétentions présentes sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>